

Monsieur le président,

La tragédie nous réunit ici et, si le Canada est heureux de la tenue de la Conférence, qu'il a d'ailleurs demandée, il déplore les circonstances qui l'ont rendue nécessaire.

Il n'est pas nécessaire que je décrive le sort des centaines de milliers de réfugiés de l'Asie du Sud-Est qui souffrent - et dans nombre de cas, meurent - pendant même que nous nous réunissons. Tous ici sont au courant de la situation. Le peuple canadien, mis au fait de celle-ci, a réagi face à cette souffrance.

Mon pays, monsieur le président, a toujours ouvert ses portes aux réfugiés. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le Canada a accueilli plus de 350 000 réfugiés de diverses régions du monde, chiffre considérable proportionnellement à sa population.

Et les Canadiens continuent de répondre aux appels de détresse, notamment à ceux qui concernent les réfugiés indochinois. Entre 1975 et la fin de 1978, le Canada a vu arriver 9 000 réfugiés de cette région. En décembre dernier, le gouvernement canadien annonçait qu'il réinstallerait 5 000 Indochinois en 1979. Compte tenu de la détérioration de la situation, nous avons augmenté ce chiffre à 12 000 en juin. Lors du sommet de Tokyo, notre Premier ministre a confirmé que le Canada était même disposé à faire davantage.

Monsieur le président, mon gouvernement reconnaît qu'il faut inciter les pays de premier asile à accueillir les réfugiés qui fuient l'oppression brutale dont ils sont victimes dans leurs propres pays. Ces pays doivent recevoir l'assurance que les réfugiés seront réinstallés ailleurs dans le monde. En reconnaissance de ce fait, mon gouvernement a annoncé il y a deux jours qu'il accueillerait jusqu'à 50 000 réfugiés d'ici la fin de 1980. Ainsi, les pays de premier asile savent que le Canada recevra jusqu'à 3 000 de ces infortunés chaque mois, ce qui représente trois fois notre contingent initial. Nous mettons au défi d'autres pays de suivre notre exemple.

Les délégués seront peut-être intéressés de savoir que le programme que nous avons lancé pour remplir cet engagement appelle la participation active des citoyens privés et des organismes canadiens. Le gouvernement du Canada parrainera un réfugié pour chaque réfugié parrainé privément. Notre population a répondu immédiatement et généreusement. Je n'ai aucun doute que nous atteindrons notre objectif.